IEDOM
INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

- MAYOTTE -

BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE

Suivi de la conjoncture financière et bancaire

~

N° 132

2nd trimestre 2007

~

- Septembre 2007 -

Sommaire

Méthodologie 5

1. Synthèse 6

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit 9

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière 10

Les placements des ménages 11

Les disponibilités des entreprises 12

4. Les passifs financiers de la clientèle non financière 13

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux 13

L'endettement des ménages 14

L'endettement des entreprises 15

4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit 16

5. Risques sectoriels 17

6. Rappel des taux 19

6.1 Taux réglementés 19

6.2 Principaux taux de marché 19

6.3 Taux de l'usure 19

7. Monnaie fiduciaire 20

7.1 Emission mensuelle de billets euros 20

7.2 Emission mensuelle de pièces euros 20

Méthodologie

1) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

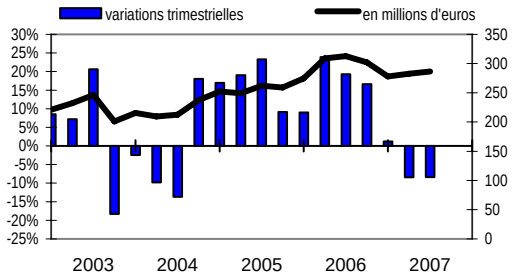
1 – Evolution conjoncturelle

a) les actifs financiers

Au 30 juin 2007, **l'encours global des actifs financiers** recensés à Mayotte s'élève à 286,4 millions d'euros, en baisse de 8,4 % en glissement annuel (après + 19,3 % l'année précédente). Cette diminution est imputable aux placements liquides ou à court terme des sociétés non financières et des autres agents (soit respectivement – 75,4 % et – 18,9 %).

Les actifs financiers sont composés à 48,3 % de dépôts à vue, 39,0 % de placements liquides ou à court terme et 12,7 % d'épargne à long terme.

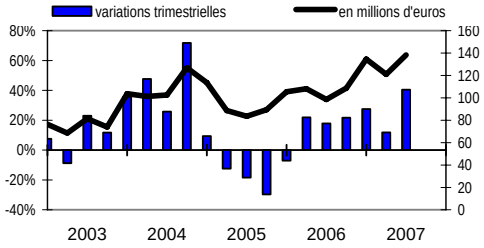
Ensembles des actifs financiers



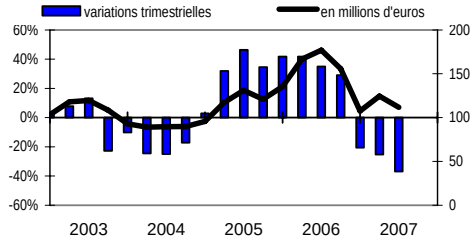
Dans le détail, la progression des dépôts à vue (40,5 % en glissement annuel) a été dynamique. Par contre, l'épargne à long terme qui s'élève à 36,3 millions d'euros, enregistre une légère baisse de 2,7 %. Quant à l'évolution des placements liquides ou à court terme, elle a été marquée par une forte baisse en glissement annuel (soit – 36,8 %).

Les placements liquides ou à court terme[1], qui s'établissent à 111,7 millions d'euros, enregistrent un net recul, de 36,8 % sur un an. Cette tendance est liée à la forte baisse des placements indexés sur les taux du marché monétaire (- 49,2 % en glissement annuel, soit une perte de 67,7 millions d'euros en un an), qui représentent 62,6 % du total des placements liquides ou à court terme.

Dépôt à vue



Placements liquides ou à court terme



Au 30 juin 2007, **l'encours des dépôts à vue** s'élève à 138,4 millions d'euros, en hausse de 40,5 % sur un an (soit + 17,3 millions d'euros) contre + 17,8 % l'année précédente. Cette progression concerne essentiellement les « autres agents » (+ 89,9 % sur un an ; pour 9,3 millions d'euros en plus) et les sociétés non financières (+ 58,5 %, soit + 18,9 millions d'euros).

L'encours d'épargne à long terme s'élève à 36,2 millions d'euros, en baisse de 2,7 % sur un an (soit une perte de 1,0 million d'euros).

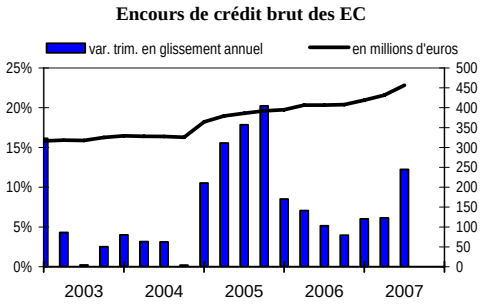
L'épargne à long terme détenue par les ménages, qui représente 63,0 % du total de l'épargne, enregistre une légère baisse de 4,2 % en un an, (soit 1,0 million d'euros en moins). Par contre, les autres agents (36,6 % de l'épargne total) qui s'élèvent à 13,3 millions d'euros, n'ont pas connu d'évolution au cours la même période.

[1] Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (notamment : livrets ordinaires, livrets d'épargne populaire, comptes d'épargne logement, CODEVI) et les produits indexés sur le taux du marché monétaire (notamment : comptes créditeurs à terme, OPCVM monétaires).

b) Les passifs financiers

Le total des passifs financiers distribués par les établissements de crédit (toutes zones confondues) s'inscrit en hausse au 30 juin 2007. En effet, l'encours global de crédit atteint 456,2 millions d'euros, en progression de + 12,2 % en glissement annuel après + 5,2 % l'année antérieure.

Les créances douteuses brutes ont progressé à fin juin 2007 (+ 16,0 % après – 3,6 % en juin 2006). Le taux de créance douteuse s'élève, ainsi, à 11,1 %.

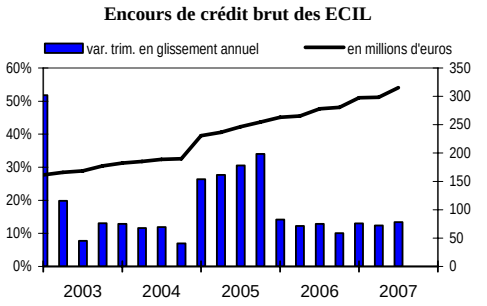


Les entreprises, principales bénéficiaires des concours octroyés dans la collectivité départementale (47,9 % du total) affichent une orientation à la hausse tant sur les encours totaux que sur les encours sains (+ 15,2 % en un an). Cette progression provient principalement des crédits d'investissement (soit 48,8 % du total), en hausse de 19,0 %.

L'encours total en faveur des ménages a également progressé en un an (+ 16,3 % en glissement annuel, après + 14,9 % l'année antérieure) et atteint 152,2 millions d'euros.

Par contre, l'encours aux collectivités locales, qui s'élève à 68,7 millions d'euros, enregistre une baisse de 15,8 % sur un an.

L'encours global de crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 315,5 millions d'euros (+ 13,4 % en glissement annuel, après + 13 % l'année précédente), poursuivant ainsi sa croissance observée depuis décembre 2004.



Quant à l'encours sain, il progresse à la même allure que l'encours total (+13,0 % en un an). En outre, il convient de préciser que le taux de créances douteuses s'élève, pour les ECIL, à 4,5 % (contre 4,2 % l'année précédente). Quoiqu'en légère dégradation, son niveau reste acceptable.

Les entreprises, qui représentent 48,4 % du total des encours, constituent pour la première fois les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux. En effet, leurs encours totaux s'accroissent de 20,2 % en un an, pour atteindre 152,7 millions d'euros.

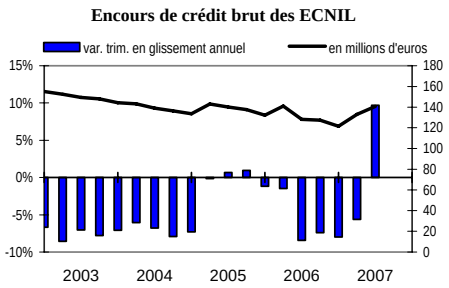
Composés à 90,5 % de crédits à l'équipement et à 9,5 % seulement de crédit-bail, les crédits d'investissement affichent une progression en glissement annuel de 20,1 %, pour s'établir à 104,8 millions d'euros à la fin juin 2007.

Par ailleurs, les crédits d'exploitation des entreprises (dont 52,0 % de crédits de trésorerie et 30,1 % de comptes ordinaires débiteurs) enregistrent une baisse de 7,0 %. Enfin, le taux des créances douteuses brutes sur l'ensemble des concours aux entreprises s'inscrit en légère hausse (+ 0,1 point) pour s'établir à 5,9 % à fin juin 2007.

Après les entreprises, les ménages constituent les deuxièmes débiteurs des établissements de crédit locaux (48,2 % du total). A la fin juin 2007, les crédits accordés aux ménages, qui s'élèvent à 152,2 millions d'euros, s'inscrivent en hausse de 16,3 % sur un an (soit 21,4 millions d'euros supplémentaires).

Cette augmentation est essentiellement imputable aux financements de l'habitat (+ 19,5 %, avec + 10,2 millions d'euros en un an) et de la consommation (+ 14,8 %, soit + 10,8 millions d'euros supplémentaire).

Au 30 juin 2007, **le total des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** s'élève à 140,7 millions d'euros (30,8 % du total des crédits accordés à Mayotte), affichant une progression de 9,7 % sur un an. Après le désengagement progressif des ECNIL (amorcé en juin 2002), cette situation traduit un regain d'activité de ces derniers sur le semestre écoulé (+ 5,8 % entre mars et juin 2007 après + 9,4 % entre décembre 2006 et mars 2007).



Ainsi, les encours sains progressent de 8,4 % en un an. Le taux de créances douteuses brutes représente 25,9 % (+ 0,9 point en un an) du total des concours consentis par les ECNIL, soit un niveau particulièrement élevé.

Les entreprises sont les premiers débiteurs des établissements de crédit non installés localement (46,6 % du total). Leurs encours totaux progressent de 4,4 % en un an (après + 1,8 % un an auparavant), pour atteindre 65,6 millions d'euros. Cependant, il convient de préciser que le taux de créances douteuses des entreprises se situe à un niveau excessivement élevé, soit 55,5 % (contre 51,2 % l'année précédente).

Les collectivités locales, qui représentent 43,9 % des encours totaux, sont les deuxièmes débiteurs des ECNIL. A fin juin 2007, les crédits qui leur ont été accordés s'élèvent à 61,7 millions d'euros, en baisse de 3,4 %.

Par ailleurs, les crédits à l'équipement des collectivités locales, qui constituent 71,8 % des crédits aux collectivités locales, augmentent de 4,3 % en un an pour atteindre 44,3 millions d'euros.

2 - Les risques recensés au SCR

A fin juin 2007, l'encours des crédits aux entreprises de Mayotte recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 226,5 millions d'euros, en hausse de 5,2% entre mars et juin 2007. Ces crédits sont composés à 66,4 % par des crédits long terme et du crédit-bail, à 17,2 % par du crédit court terme et à 16,4 % du crédit hors-bilan. Les services occupent une place prépondérante (36,7 %) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises de la Collectivité, principalement en faveur du secteur de l'immobilier (soit près de 94,7 % des services et 34,8 % du total). Par ailleurs, le secteur de « Education-santé-action sociale » (18,1 % du total des risques recensés) enregistre une légère hausse (+ 1,7 % en un trimestre) alors que le secteur des administrations publiques (16,1 % du total) régresse de 1,4 % entre mars et juin 2007.

3 - Perspectives

Selon **les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM,** la collecte des dépôts reste toujours aussi dynamique au cours du second trimestre 2007. Cette tendance devrait se poursuivre au cours du troisième trimestre de l'année 2007. Par ailleurs, il convient de noter qu'à la fin du premier trimestre 2007, le financement de l'habitat, la production des crédits d'équipement, d'exploitation aux entreprises et à la consommation des particuliers se sont intensifiés. Ces différents financements devraient encore être orientés à la hausse au trimestre prochain.

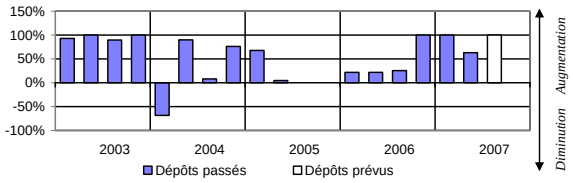
En terme de rentabilité, la progression du produit net bancaire reste toujours aussi importante alors que les commissions des établissements de crédit devraient se stabiliser au troisième trimestre 2007. Après une nette dégradation au cours du troisième trimestre 2006, les charges d'exploitation se sont stabilisées depuis la fin de l'année 2006, comme l'avaient annoncé les dirigeants des établissements de crédit.

Enfin, les établissements de crédit restent attentifs aux évolutions du climat social et à l'environnement économique.

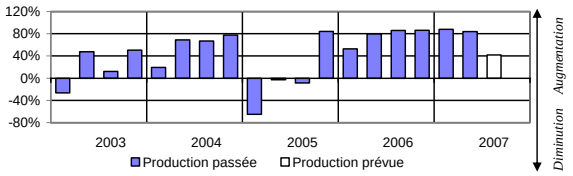
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

Soldes d'opinions des dirigeants
(BFCOI, BRED-BP, BR, CRCAMR, SOFIDER, SOREFI)

Collecte des dépôts

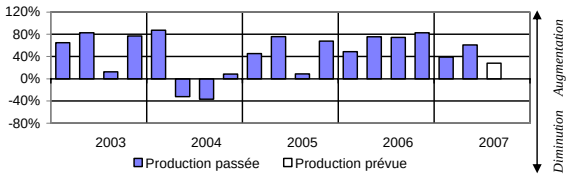


Crédits d'équipement aux entreprises



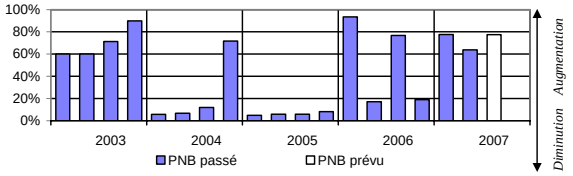
Crédits d'exploitation aux entreprises

Crédits à l'habitat des particuliers

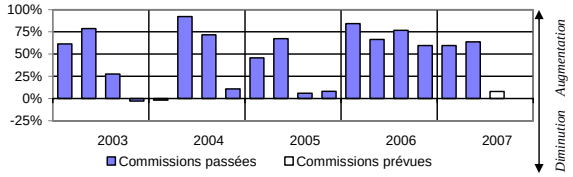


Crédits à la consommation des particuliers

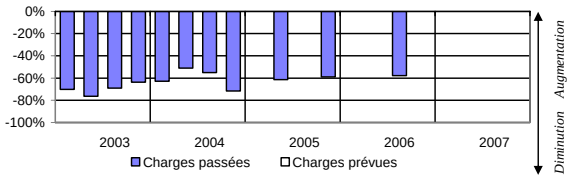
Produit net bancaire



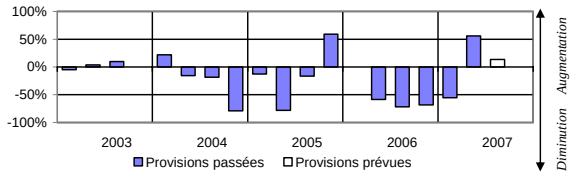
Commissions



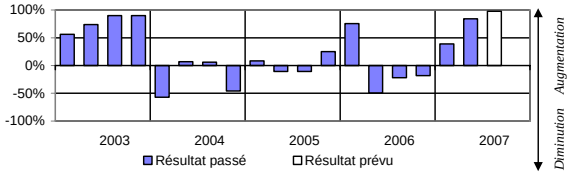
Charges d'exploitation



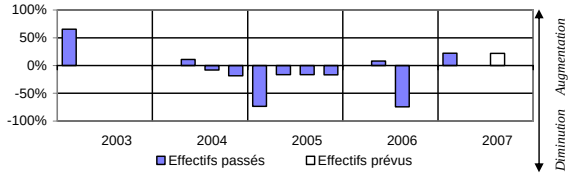
Coût du risque



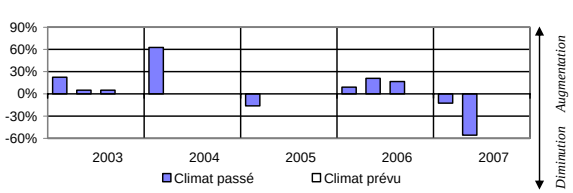
Résultat



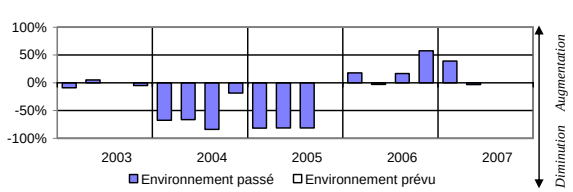
Effectifs



Climat social



Environnement économique

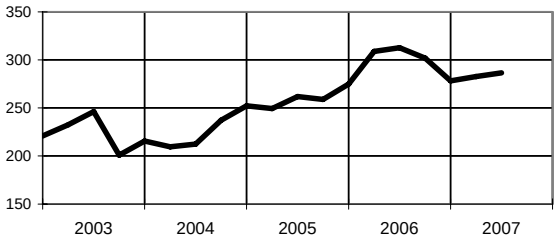


3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

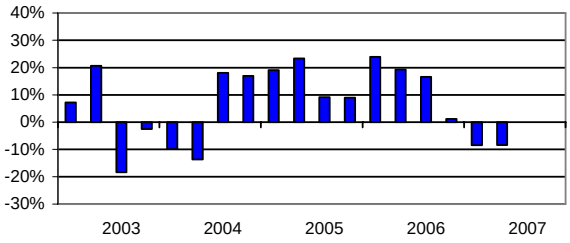
	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	31-mars-07	30-juin-07	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	**68,776**	**64,785**	**70,200**	**94,095**	**118,030**	**105,585**	**66,860**	**77,127**	**72,442**	***-38,6%***	***-6,1%***
Dépôts à vue	**28,777**	**29,652**	**40,144**	**37,074**	**32,336**	**39,051**	**49,312**	**42,908**	**51,260**	***58,5%***	***19,5%***
Placements liquides ou à court terme	**39,999**	**35,042**	**29,923**	**56,888**	**85,564**	**66,398**	**17,200**	**34,071**	**21,051**	***-75,4%***	***-38,2%***
Comptes d'épargne à régime spécial										-	-
Placements indexés sur les taux de marché	39,999	35,042	29,923	56,888	85,564	66,398	17,200	34,071	21,051	*-75,4%*	*-38,2%*
dont comptes à terme	*8,302*	*6,522*	*8,115*	*8,857*	*9,054*	*5,365*	*8,954*	*4,636*	*5,503*	*-39,2%*	*18,7%*
dont OPCVM monétaires		*1,015*	*1,071*	*1,071*	*0,675*	*1,329*	*2,610*	*2,042*	*2,140*	*217,0%*	*4,8%*
dont certificats de dépôt	*31,483*	*27,383*	*20,372*	*46,593*	*75,468*	*59,168*	*5,100*	*26,830*	*12,550*	*-83,4%*	*-53,2%*
Epargne à long terme		**0,091**	**0,133**	**0,133**	**0,130**	**0,136**	**0,348**	**0,148**	**0,131**	***0,8%***	***-11,5%***
dont OPCVM non monétaires			*0,045*	*0,045*	*0,046*	*0,046*	*0,248*	*0,047*	*0,047*	2,2%	
Ménages	**106,136**	**107,441**	**116,778**	**128,779**	**128,340**	**130,334**	**138,610**	**142,442**	**146,447**	***14,1%***	***2,8%***
Dépôts à vue	**43,638**	**45,838**	**51,103**	**61,979**	**55,746**	**57,495**	**64,900**	**62,391**	**67,402**	***20,9%***	***8,0%***
Placements liquides ou à court terme	**48,578**	**46,292**	**46,857**	**47,850**	**48,760**	**48,790**	**51,131**	**56,225**	**56,202**	***15,3%***	***0,0%***
Comptes d'épargne à régime spécial	*38,665*	*36,335*	*38,288*	*39,313*	*38,896*	*37,507*	*40,478*	*39,881*	*41,624*	*7,0%*	*4,4%*
Livrets ordinaires	*36,992*	*34,477*	*36,258*	*37,191*	*36,762*	*35,392*	*38,235*	*37,526*	*39,161*	*6,5%*	*4,4%*
Livrets A et bleus										-	-
Livrets jeunes	*0,002*	*0,002*	*0,001*	*0,001*			*0,029*	*0,037*	*0,042*	-	*13,5%*
Livrets d'épargne populaire	*0,008*	*0,008*	*0,010*	*0,010*	*0,010*	*0,010*	*0,019*	*0,021*	*0,010*		*-52,4%*
CODEVI	*0,060*	*0,060*	*0,055*	*0,060*	*0,051*	*0,057*	*0,076*	*0,096*	*0,092*	*80,4%*	*-4,2%*
Comptes d'épargne logement	*1,603*	*1,788*	*1,964*	*2,051*	*2,073*	*2,048*	*2,119*	*2,201*	*2,319*	*11,9%*	*5,4%*
Placements indexés sur les taux de marché	*9,913*	*9,957*	*8,569*	*8,537*	*9,864*	*11,283*	*10,653*	*16,344*	*14,578*	*47,8%*	*-10,8%*
dont OPCVM monétaires		*0,388*	*0,416*	*0,416*	*0,684*	*0,916*	*1,147*	*2,931*	*2,558*	*274,0%*	*-12,7%*
dont Comptes créditeurs à terme	*5,306*	*4,837*	*3,610*	*3,345*	*4,350*	*6,116*	*5,342*	*9,631*	*8,387*	*92,8%*	*-12,9%*
Epargne à long terme	**13,920**	**15,311**	**18,818**	**18,950**	**23,834**	**24,049**	**22,579**	**23,826**	**22,843**	***-4,2%***	***-4,1%***
Plans d'épargne logement	*8,353*	*8,430*	*9,731*	*9,863*	*9,920*	*9,927*	*10,449*	*10,863*	*11,159*	*12,5%*	*2,7%*
Plans d'épargne populaire	*0,364*	*0,309*	*0,349*	*0,349*	*0,294*	*0,285*	*0,281*	*0,282*	*0,261*	*-11,2%*	*-7,4%*
Autres comptes d'épargne	*0,013*	*0,010*	*0,015*	*0,015*	*0,023*	*0,015*	*0,034*	*0,041*	*0,038*	*65,2%*	*-7,3%*
Portefeuille-titres		*0,514*	*0,526*	*0,526*	*0,501*	*0,565*	*0,536*	*0,542*	*0,346*	*-30,9%*	*-36,2%*
OPCVM non monétaires	*0,551*	*0,551*	*1,959*	*1,959*	*5,068*	*5,097*	*2,525*	*2,592*	*2,631*	*-48,1%*	*1,5%*
Contrats d'assurance-vie	*4,639*	*5,497*	*6,238*	*6,238*	*8,028*	*8,160*	*8,754*	*9,506*	*8,408*	*4,7%*	*-11,6%*
Autres agents	**87,053**	**86,685**	**87,817**	**85,964**	**66,190**	**66,051**	**72,681**	**63,141**	**67,471**	***1,9%***	***6,9%***
Dépôts à vue	**11,168**	**13,796**	**14,258**	**9,161**	**10,377**	**12,139**	**20,282**	**15,766**	**19,701**	***89,9%***	***25,0%***
Placements liquides ou à court terme	**42,420**	**39,424**	**58,580**	**61,824**	**42,539**	**40,638**	**39,125**	**34,101**	**34,496**	***-18,9%***	***1,2%***
Comptes d'épargne à régime spécial	*0,401*	*0,405*	*0,302*	*0,297*	*0,271*	*0,270*	*0,357*	*0,177*	*0,172*	*-36,5%*	*-2,8%*
Placements indexés sur les taux de marché	*42,019*	*39,019*	*58,278*	*61,527*	*42,268*	*40,368*	*38,768*	*33,924*	*34,324*	*-18,8%*	*1,2%*
Epargne à long terme	**33,465**	**33,465**	**14,979**	**14,979**	**13,274**	**13,274**	**13,274**	**13,274**	**13,274**		
Total actifs financiers	**261,965**	**258,911**	**274,795**	**308,838**	**312,560**	**301,970**	**278,151**	**282,710**	**286,360**	***-8,4%***	***1,3%***
Dépôts à vue	**83,583**	**89,286**	**105,505**	**108,214**	**98,459**	**108,685**	**134,494**	**121,065**	**138,363**	***40,5%***	***14,3%***
Placements liquides ou à court terme	**130,997**	**120,758**	**135,360**	**166,562**	**176,863**	**155,826**	**107,456**	**124,397**	**111,749**	***-36,8%***	***-10,2%***
Comptes d'épargne à régime spécial	*39,066*	*36,740*	*38,590*	*39,610*	*39,167*	*37,777*	*40,835*	*40,058*	*41,796*	*6,7%*	*4,3%*
Placements indexés sur les taux de marché	*91,931*	*84,018*	*96,770*	*126,952*	*137,696*	*118,049*	*66,621*	*84,339*	*69,953*	*-49,2%*	*-17,1%*
Epargne à long terme	**47,385**	**48,867**	**33,930**	**34,062**	**37,238**	**37,459**	**36,201**	**37,248**	**36,248**	***-2,7%***	***-2,7%***

Ensembles des actifs financiers

en millions d'euros

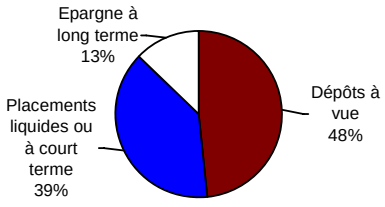


Variations trimestrielles en glissement annuel

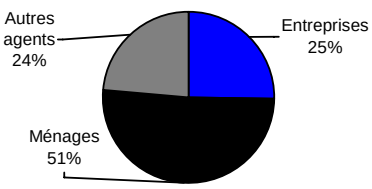


Structure des actifs financiers

Structure par nature



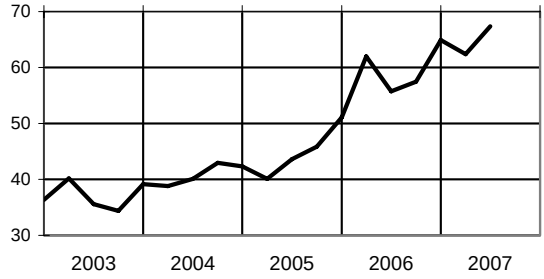
Structure par agent



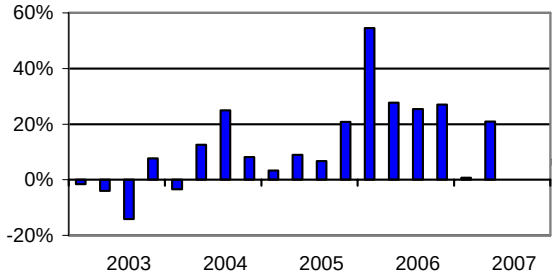
Les placements des ménages

Dépots à vue

en millions d'euros

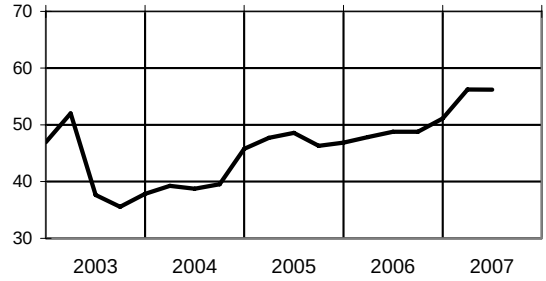


Variations trimestrielles en glissement annuel

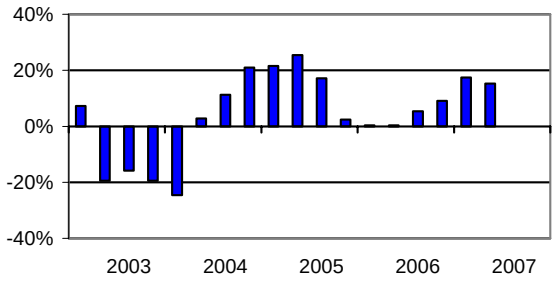


Placements liquides ou à court terme

en millions d'euros

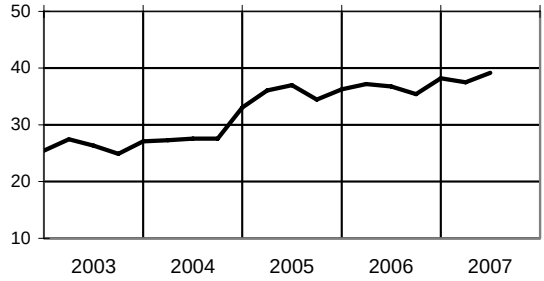


Variations trimestrielles en glissement annuel

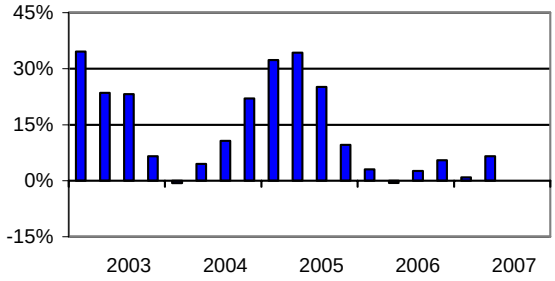


Livrets ordinaires

en millions d'euros

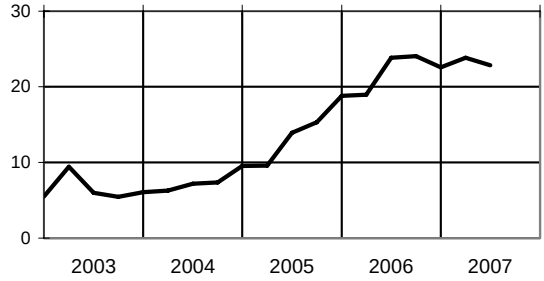


Variations trimestrielles en glissement annuel

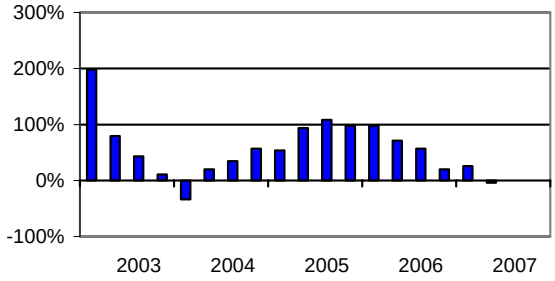


Epargne à long terme

en millions d'euros

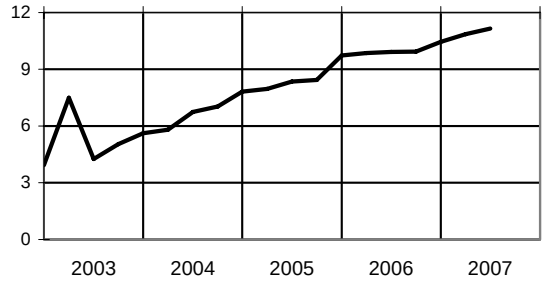


Variations trimestrielles en glissement annuel

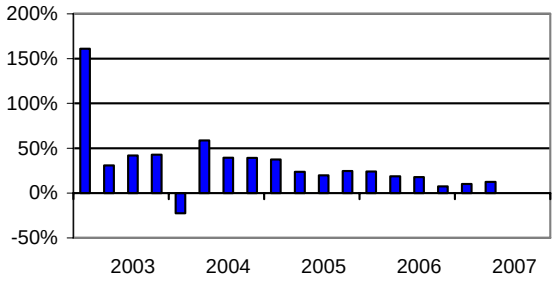


Plans d'épargne logement

en millions d'euros



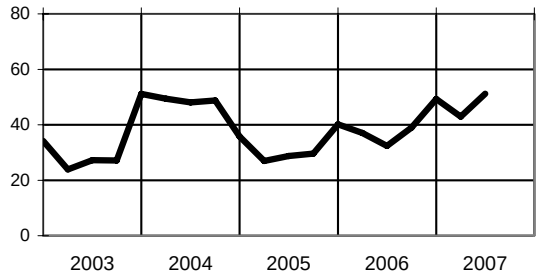
Variations trimestrielles en glissement annuel



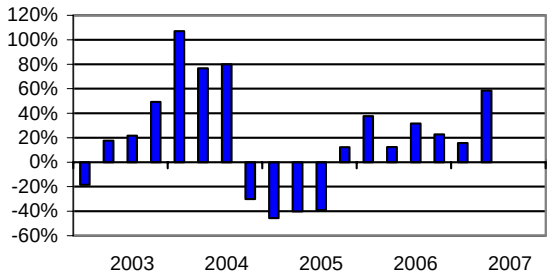
Les disponibilités des entreprises

Dépots à vue

en millions d'euros

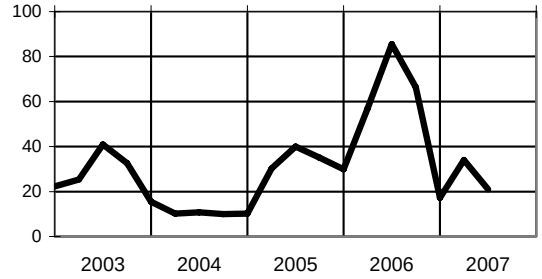


Variations trimestrielles en glissement annuel

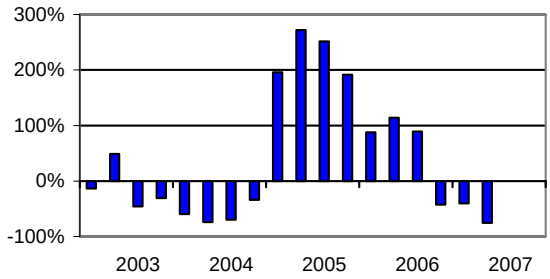


Placements liquides ou à court terme

en millions d'euros

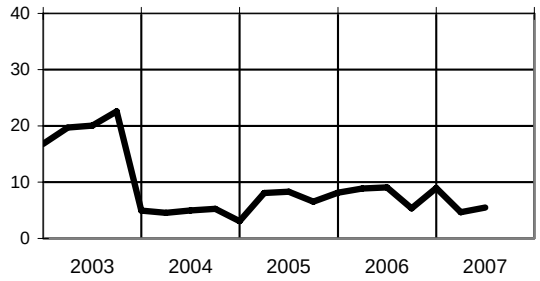


Variations trimestrielles en glissement annuel

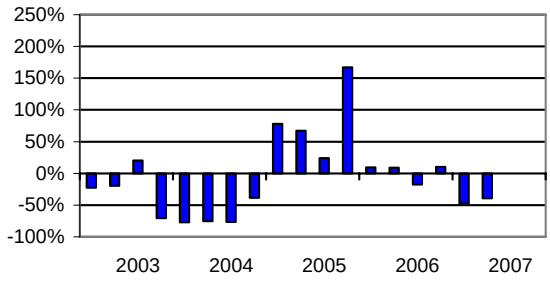


Dépôts à terme

en millions d'euros

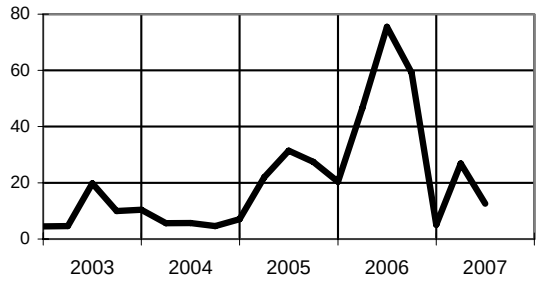


Variations trimestrielles en glissement annuel

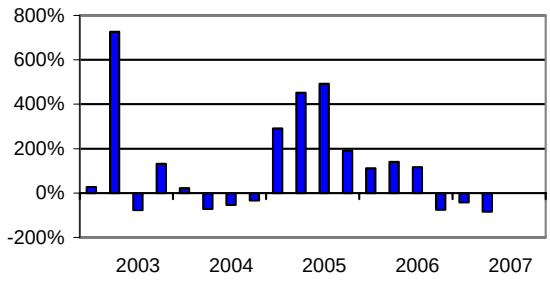


Certificats de dépôt

en millions d'euros

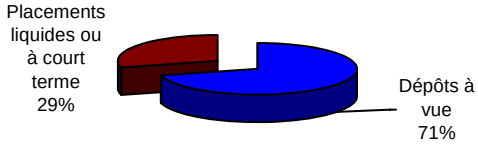


Variations trimestrielles en glissement annuel

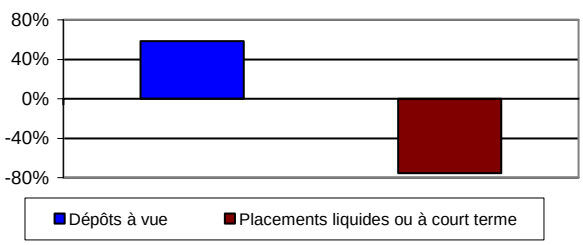


Structure des actifs financiers des entreprises par nature

Actifs financiers des entreprises



Variations en glissement annuel - 1er trim. 2007

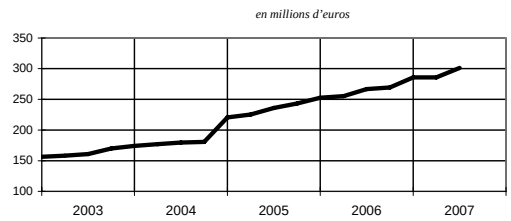


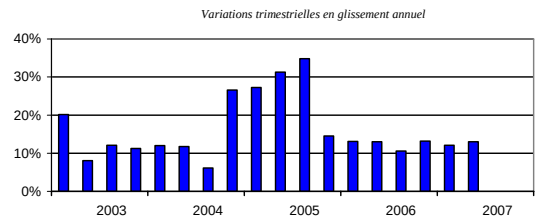
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	31-mars-07	30-juin-07	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	21,842	23,196	22,065	21,998	27,016	26,277	27,315	21,536	25,119	-7,0%	16,6%
Créances commerciales	*3,948*	*4,099*	*3,594*	*3,760*	*5,029*	*4,709*	*5,401*	*4,632*	*4,486*	*-10,8%*	*-3,2%*
Crédits de trésorerie	*10,526*	*12,691*	*13,451*	*13,542*	*14,088*	*15,561*	*13,463*	*11,423*	*13,073*	*-7,2%*	*14,4%*
Comptes ordinaires débiteurs	*7,368*	*6,406*	*5,020*	*4,696*	*7,899*	*6,007*	*8,451*	*5,481*	*7,560*	*-4,3%*	*37,9%*
Affacturage											
Crédits d'investissement	80,258	82,671	85,498	87,082	87,306	87,346	96,624	100,210	104,846	20,1%	4,6%
Crédits à l'équipement	*73,916*	*76,213*	*78,947*	*79,929*	*79,415*	*79,234*	*87,845*	*90,832*	*94,936*	*19,5%*	*4,5%*
Crédit-bail	*6,342*	*6,458*	*6,551*	*7,153*	*7,891*	*8,112*	*8,779*	*9,378*	*9,910*	*25,6%*	*5,7%*
Crédits à l'habitat	2,995	3,634	4,594	4,772	5,326	5,478	7,542	7,779	13,177	147,4%	69,4%
Autres crédits	0,495	0,495	0,030	0,055	0,108	0,667	0,667	0,667	0,707		
Encours sain	**105,590**	**109,996**	**112,187**	**113,907**	**119,756**	**119,768**	**132,148**	**130,192**	**143,849**	**20,1%**	**10,5%**
Créances douteuses brutes	4,914	4,730	5,496	5,792	7,314	6,950	6,595	8,036	8,886	21,5%	10,6%
Encours total	**110,504**	**114,726**	**117,683**	**119,699**	**127,070**	**126,718**	**138,743**	**138,228**	**152,735**	**20,2%**	**10,5%**
Taux de créances douteuses	*4,5%*	*4,2%*	*4,7%*	*4,9%*	*5,8%*	*5,5%*	*4,8%*	*5,9%*	*5,9%*	*1,4%*	*-0,3%*
Ménages											
Crédits à la consommation	66,080	66,386	69,018	70,147	73,320	73,058	74,463	76,938	84,135	14,8%	9,4%
Crédits de trésorerie	*57,396*	*57,563*	*60,246*	*60,970*	*63,144*	*63,317*	*64,919*	*65,555*	*71,675*	*13,5%*	*9,3%*
Comptes ordinaires débiteurs	*5,330*	*5,468*	*5,408*	*5,675*	*6,284*	*5,346*	*4,738*	*6,338*	*7,373*	*17,3%*	*16,3%*
Crédit-bail	*3,354*	*3,355*	*3,364*	*3,502*	*3,892*	*4,395*	*4,806*	*5,045*	*5,087*	*30,7%*	*0,8%*
Crédits à l'habitat	41,232	44,185	49,217	49,979	52,015	53,909	59,154	59,979	62,165	19,5%	3,6%
Autres crédits	0,979	0,963	0,856	0,822	1,197	1,182	1,201	0,610	0,553	-53,8%	-9,3%
Encours sain	**108,291**	**111,534**	**119,091**	**120,948**	**126,532**	**128,149**	**134,818**	**137,527**	**146,853**	**16,1%**	**6,8%**
Créances douteuses brutes	5,615	6,514	5,053	4,740	4,308	4,312	4,981	4,628	5,359	24,4%	15,8%
Encours total	**113,906**	**118,048**	**124,144**	**125,688**	**130,840**	**132,461**	**139,799**	**142,155**	**152,212**	**16,3%**	**7,1%**
Taux de créances douteuses	*4,9%*	*5,5%*	*4,1%*	*3,8%*	*3,3%*	*3,3%*	*3,6%*	*3,3%*	*3,5%*	*6,9%*	*8,1%*
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,031	0,075	0,038	0,020	0,005			0,001	0,001	-80,0%	
Crédits de trésorerie											
Comptes ordinaires débiteurs	*0,031*	*0,075*	*0,038*	*0,020*	*0,005*			*0,001*	*0,001*		
Crédits à l'équipement	14,740	14,718	13,532	13,450	13,183	13,112	11,700	10,426	6,951	-47,3%	-33,3%
Autres crédits	4,627	4,637	4,385	4,414	4,410	4,384	4,120	4,117	0,010	-99,8%	-99,8%
Encours sain	**19,398**	**19,430**	**17,955**	**17,884**	**17,598**	**17,496**	**15,820**	**14,544**	**6,962**	**-60,4%**	**-52,1%**
Créances douteuses brutes	0,023	0,026								-	-
Encours total	**19,421**	**19,456**	**17,955**	**17,884**	**17,598**	**17,496**	**15,820**	**14,544**	**6,962**	**-60,4%**	**-52,1%**
Taux de créances douteuses	*0,1%*	*0,1%*								-	-
Autres agents											
Encours sain	**2,574**	**2,466**	**3,418**	**2,314**	**2,701**	**3,801**	**3,168**	**3,550**	**3,611**	**33,7%**	**1,7%**
Créances douteuses brutes											
Encours total	**2,574**	**2,466**	**3,418**	**2,314**	**2,701**	**3,801**	**3,168**	**3,550**	**3,611**	**33,7%**	**1,7%**
Taux de créances douteuses											
TOTAL											
Encours sain	**235,853**	**243,426**	**252,651**	**255,053**	**266,587**	**269,214**	**285,954**	**285,813**	**301,275**	**13,0%**	**5,4%**
Créances douteuses brutes	10,553	11,270	10,549	10,532	11,622	11,262	11,576	12,664	14,245	22,6%	12,5%
Encours total	**246,406**	**254,696**	**263,200**	**265,585**	**278,209**	**280,476**	**297,530**	**298,477**	**315,520**	**13,4%**	**5,7%**
Taux de créances douteuses	*4,3%*	*4,4%*	*4,0%*	*4,0%*	*4,2%*	*4,0%*	*3,9%*	*4,2%*	*4,5%*	*8,1%*	*6,4%*
Taux de provisionnement	*48,2%*	*53,8%*	*50,1%*	*52,5%*	*49,1%*	*51,8%*	*49,6%*	*50,4%*	*42,3%*	*-13,9%*	*-16,1%*

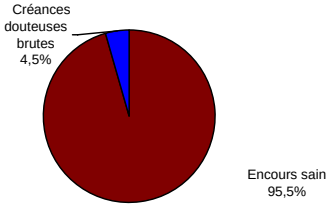
Encours de crédit sain des EC locaux



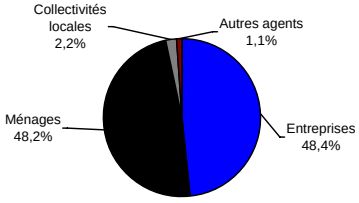


Structure des passifs financiers

Répartition des encours



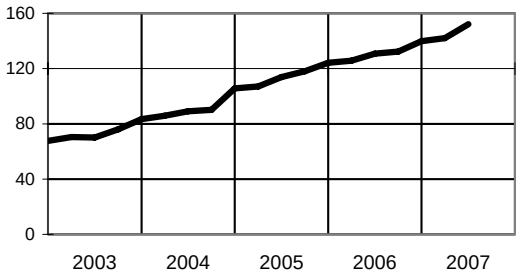
Ensemble des agents



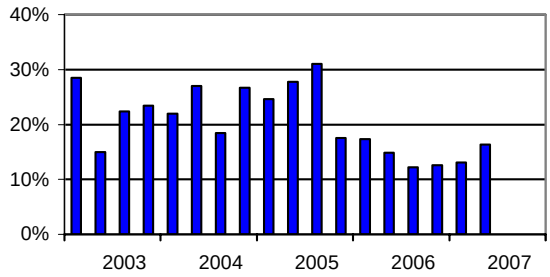
L'endettement des ménages

Ensemble des concours

en millions d'euros

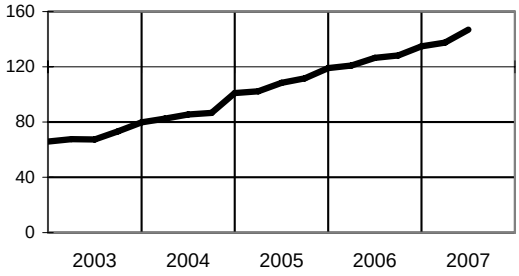


Variations trimestrielles en glissement annuel

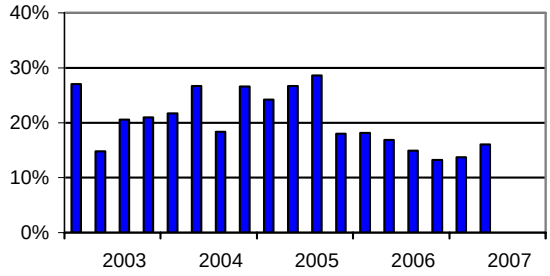


Ensemble des concours sains

en millions d'euros

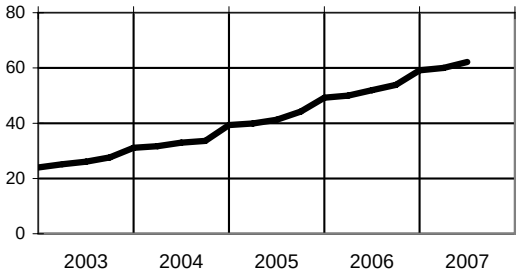


Variations trimestrielles en glissement annuel

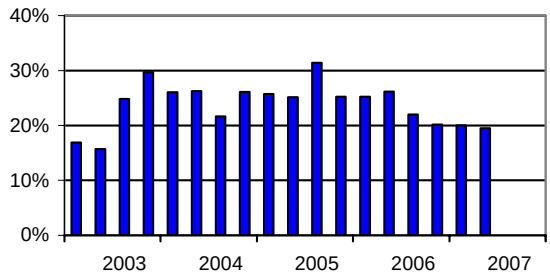


Crédit à l'habitat

en millions d'euros

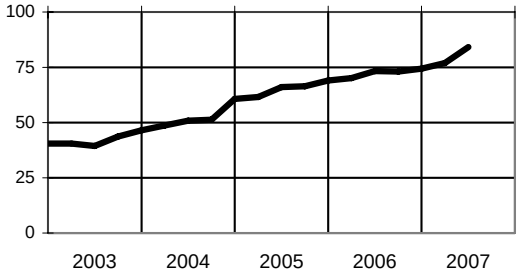


Variations trimestrielles en glissement annuel

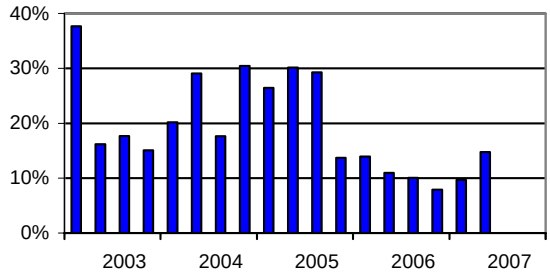


Crédit à la consommation

en millions d'euros

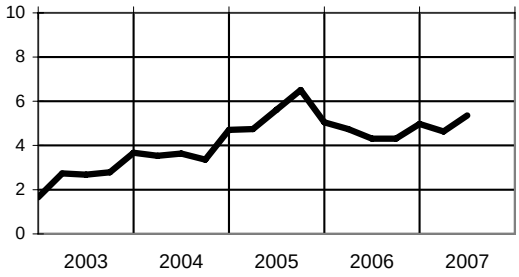


Variations trimestrielles en glissement annuel



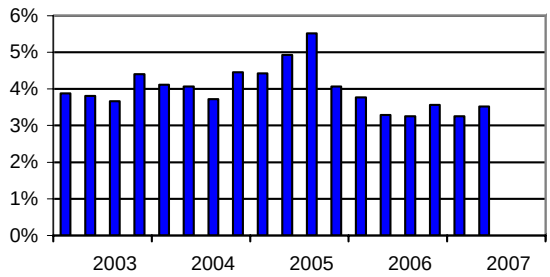
Créances douteuses brutes

en millions d'euros



Taux de créances douteuses

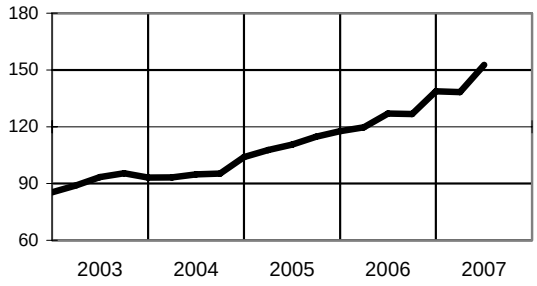
Variations trimestrielles en glissement annuel



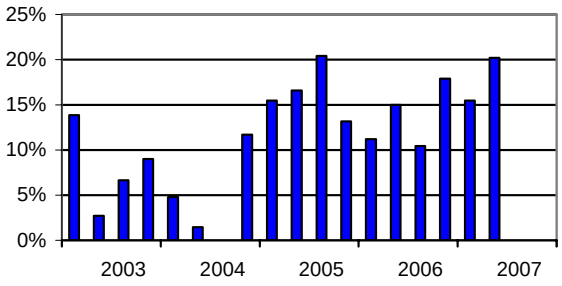
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

en millions d'euros

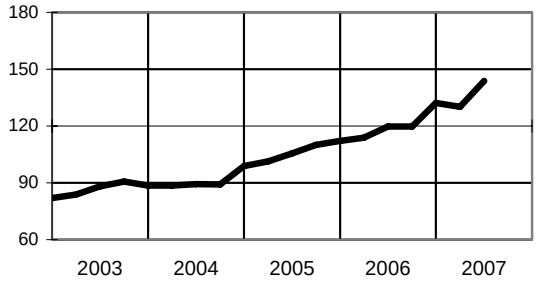


Variations trimestrielles en glissement annuel

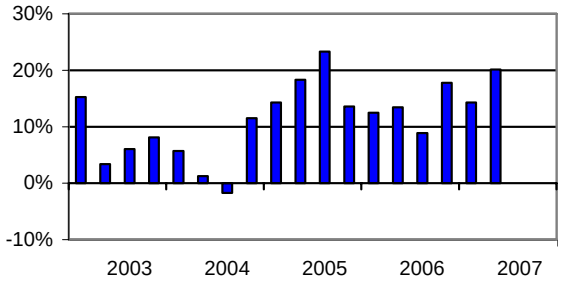


Ensemble des concours sains

en millions d'euros

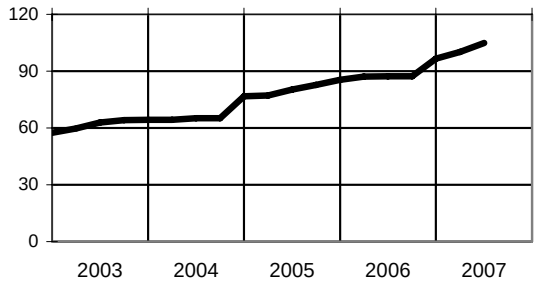


Variations trimestrielles en glissement annuel

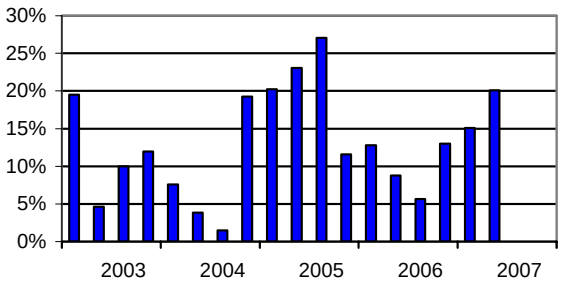


Crédits d'investissement

en millions d'euros

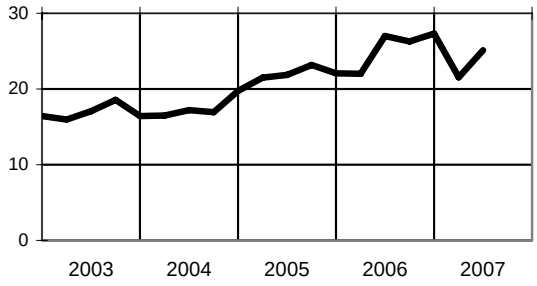


Variations trimestrielles en glissement annuel

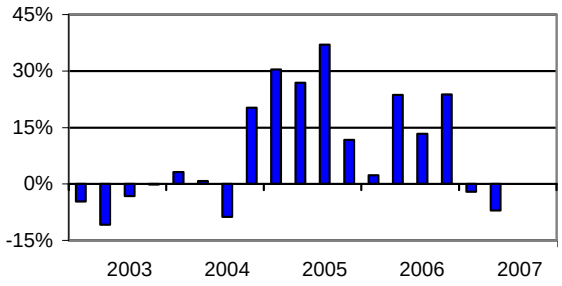


Crédits d'exploitation

en millions d'euros

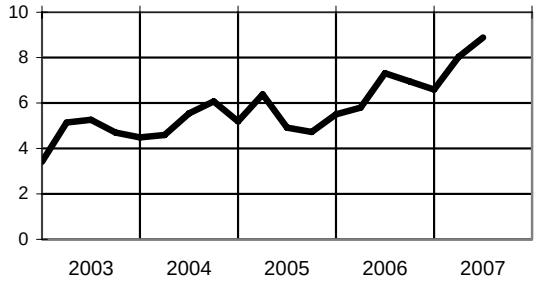


Variations trimestrielles en glissement annuel



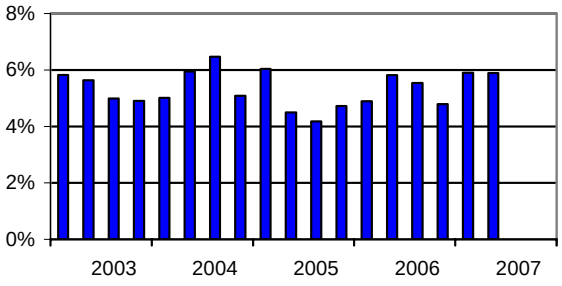
Créances douteuses brutes

en millions d'euros



Taux de créances douteuses

Variations trimestrielles en glissement annuel

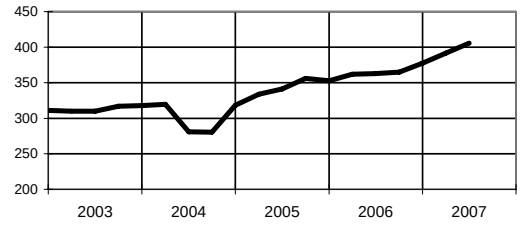


4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

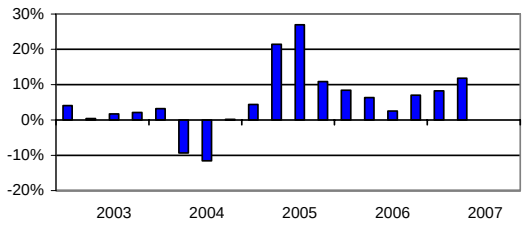
	Montants en millions au									Variations	
	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	31-mars-07	30-juin-07	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	21,842	23,196	22,065	22,338	27,248	26,593	27,541	21,687	25,726	-5,6%	-3,1%
Créances commerciales	*3,948*	*4,099*	*3,594*	*3,760*	*5,029*	*4,709*	*5,401*	*4,632*	*4,486*	*-10,8%*	*-3,2%*
Crédits de trésorerie	*10,526*	*12,691*	*13,451*	*13,542*	*14,088*	*15,561*	*13,463*	*11,423*	*13,074*	*-7,2%*	*14,5%*
Comptes ordinaires débiteurs	*7,368*	*6,406*	*5,020*	*4,696*	*7,899*	*6,014*	*8,451*	*5,481*	*7,944*	*0,6%*	*44,9%*
Affacturage				*0,340*	*0,232*	*0,309*	*0,226*	*0,151*	*0,222*		
Crédits d'investissement	81,432	83,533	86,893	89,503	89,462	89,300	98,454	105,398	106,474	19,0%	1,0%
Crédits à l'équipement	*75,090*	*77,075*	*80,342*	*82,114*	*81,380*	*80,877*	*89,387*	*95,737*	*96,222*	*18,2%*	*0,5%*
Crédit-bail	*6,342*	*6,458*	*6,551*	*7,389*	*8,082*	*8,423*	*9,067*	*9,661*	*10,252*	*26,8%*	*6,1%*
Crédits à l'habitat	28,699	38,107	29,888	29,969	30,285	30,097	32,039	32,154	37,412	23,5%	16,4%
Autres crédits	4,037	3,991	3,375	3,302	3,259	3,717	3,610	3,505	3,439		
Encours sain	**136,010**	**148,827**	**142,221**	**145,112**	**150,254**	**149,707**	**161,644**	**162,744**	**173,051**	**15,2%**	**6,3%**
Créances douteuses brutes	35,917	27,139	35,196	37,019	39,339	38,751	36,666	35,009	45,275	15,1%	29,3%
Encours total	**171,927**	**175,966**	**177,417**	**182,131**	**189,593**	**188,458**	**198,310**	**197,753**	**218,326**	**15,2%**	**10,4%**
Taux de créances douteuses	*20,9%*	*15,4%*	*19,8%*	*20,3%*	*20,7%*	*20,6%*	*18,5%*	*17,7%*	*20,7%*	*-0,1%*	*17,1%*
Ménages											
Crédits à la consommation	66,080	66,386	69,018	70,147	73,320	73,058	74,463	76,938	84,135	14,8%	9,4%
Crédits de trésorerie	*57,396*	*57,563*	*60,246*	*60,970*	*63,144*	*63,317*	*64,919*	*65,555*	*71,675*	*13,5%*	*9,3%*
Comptes ordinaires débiteurs	*5,330*	*5,468*	*5,408*	*5,675*	*6,284*	*5,346*	*4,738*	*6,338*	*7,373*	*17,3%*	*16,3%*
Crédit-bail	*3,354*	*3,355*	*3,364*	*3,502*	*3,892*	*4,395*	*4,806*	*5,045*	*5,087*	*30,7%*	*0,8%*
Crédits à l'habitat	41,232	44,185	49,217	49,979	52,015	53,909	59,154	59,979	62,165	19,5%	3,6%
Autres crédits	0,979	0,963	0,856	0,822	1,197	1,182	1,201	0,610	0,553	-53,8%	-9,3%
Encours sain	**108,291**	**111,534**	**119,091**	**120,948**	**126,532**	**128,149**	**134,818**	**137,527**	**146,853**	**16,1%**	**6,8%**
Créances douteuses brutes	5,615	6,514	5,053	4,740	4,308	4,312	4,981	4,628	5,359	24,4%	15,8%
Encours total	**113,906**	**118,048**	**124,144**	**125,688**	**130,840**	**132,461**	**139,799**	**142,155**	**152,212**	**16,3%**	**7,1%**
Taux de créances douteuses	*4,9%*	*5,5%*	*4,1%*	*3,8%*	*3,3%*	*3,3%*	*3,6%*	*3,3%*	*3,5%*	*6,9%*	*8,1%*
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,031	0,075	0,038	0,020	0,005			0,001	0,001	-80,0%	
Crédits de trésorerie											
Comptes ordinaires débiteurs	*0,031*	*0,075*	*0,038*	*0,020*	*0,005*			*0,001*	*0,001*		
Crédits à l'équipement	61,633	60,525	57,973	57,003	55,648	55,053	52,706	51,367	51,228	-7,9%	-0,3%
Autres crédits	30,272	30,282	27,931	27,960	25,856	26,394	23,467	23,464	17,440	-32,5%	-25,7%
Encours sain	**91,936**	**90,882**	**85,942**	**84,983**	**81,509**	**81,447**	**76,173**	**74,832**	**68,669**	**-15,8%**	**-8,2%**
Créances douteuses brutes	3,750	2,709	2,239	1,381						-	-
Encours total	**95,686**	**93,591**	**88,181**	**86,364**	**81,509**	**81,447**	**76,173**	**74,832**	**68,669**	**-15,8%**	**-8,2%**
Taux de créances douteuses										-	-
Autres agents											
Encours sain	**4,977**	**4,701**	**5,549**	**12,276**	**4,560**	**5,556**	**4,820**	**16,699**	**17,029**	**273,4%**	**2,0%**
Créances douteuses brutes											
Encours total	**4,977**	**4,701**	**5,549**	**12,276**	**4,560**	**5,556**	**4,820**	**16,699**	**17,029**	**273,4%**	**2,0%**
Taux de créances douteuses											
TOTAL											
Encours sain	**341,214**	**355,944**	**352,803**	**363,319**	**362,855**	**364,859**	**377,455**	**391,802**	**405,602**	**11,8%**	**3,5%**
Créances douteuses brutes	45,283	36,362	42,488	43,140	43,647	43,063	41,647	39,637	50,634	16,0%	27,7%
Encours total	**386,497**	**392,306**	**395,291**	**406,459**	**406,502**	**407,922**	**419,102**	**431,439**	**456,236**	**12,2%**	**5,7%**
Taux de créances douteuses	*11,7%*	*9,3%*	*10,7%*	*10,6%*	*10,7%*	*10,6%*	*9,9%*	*9,2%*	*11,1%*	*3,4%*	*20,8%*
Taux de provisionnement	*75,1%*	*83,9%*	*65,7%*	*52,1%*	*43,0%*	*43,8%*	*30,5%*	*33,7%*	*25,0%*	*-41,8%*	*-25,8%*

Encours de crédit sain total

en millions d'euros

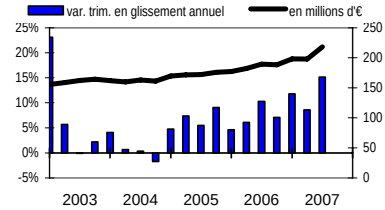


Variations trimestrielles en glissement annuel

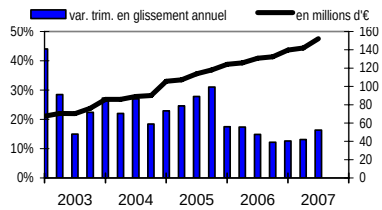


Concours consentis par les EC

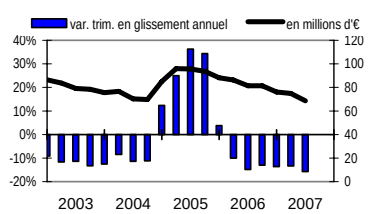
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages



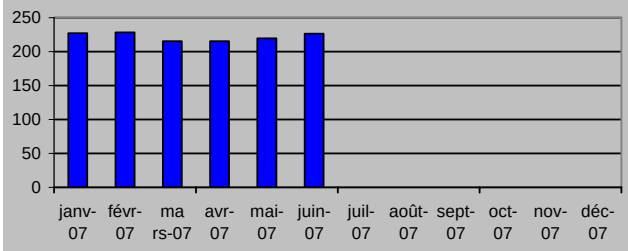
Encours de crédit aux collectivités locales



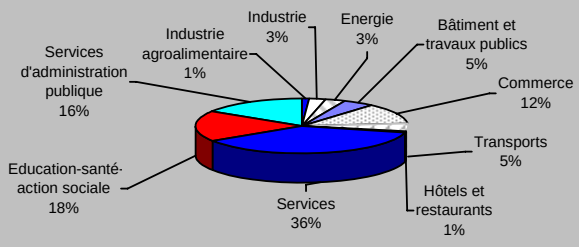
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

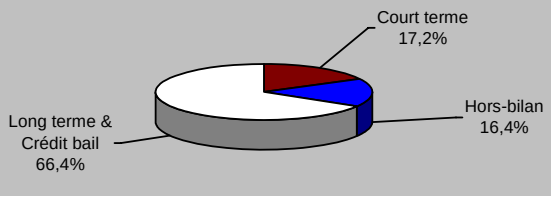
Risques en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007

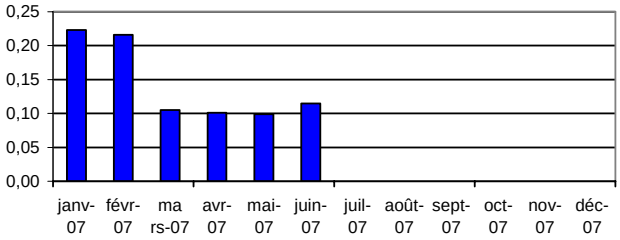


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007

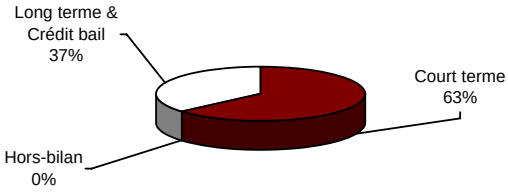


Risques bancaires sur le secteur primaire

Risques en millions d'euros

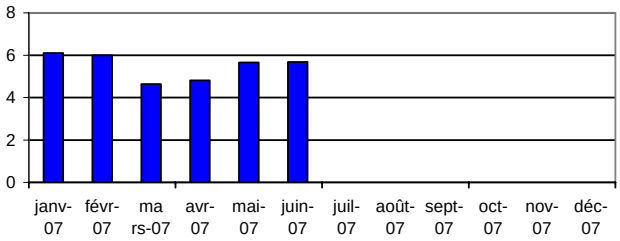


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007

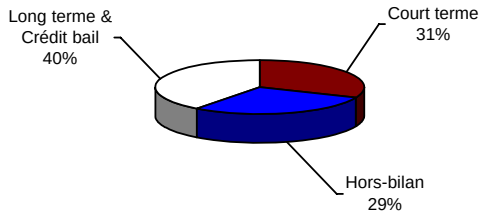


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie (hors industrie agroalimentaire)

Risques en millions d'euros

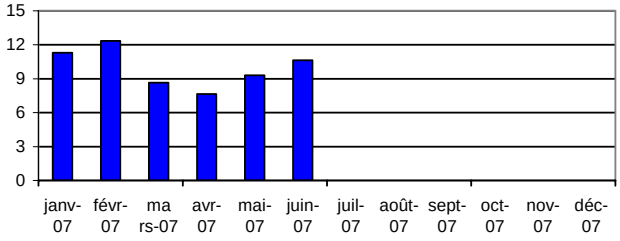


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007

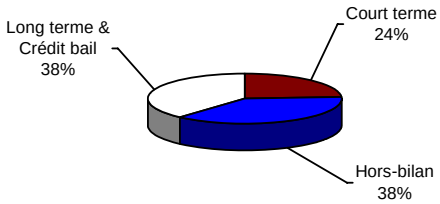


Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

Risques en millions d'euros

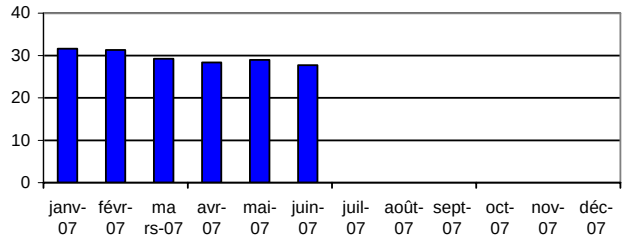


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007

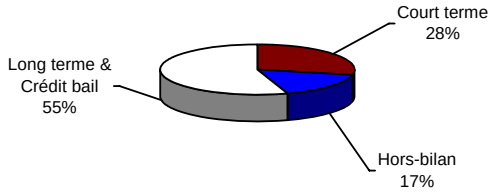


Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'euros

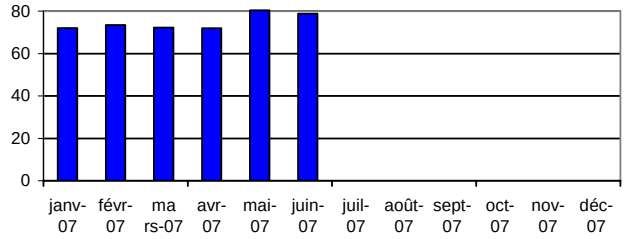


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007

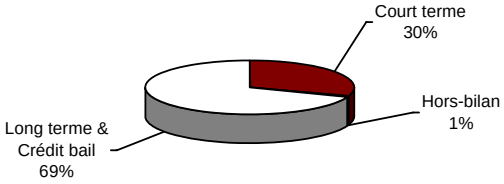


Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

Risques en millions d'euros

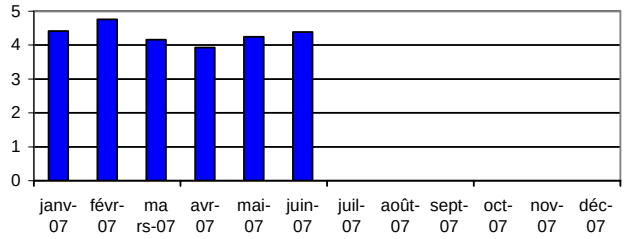


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007

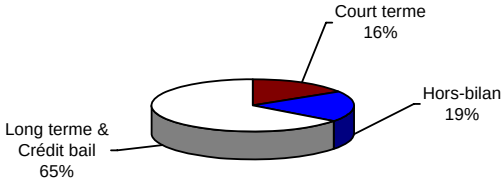


Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

Risques en millions d'euros

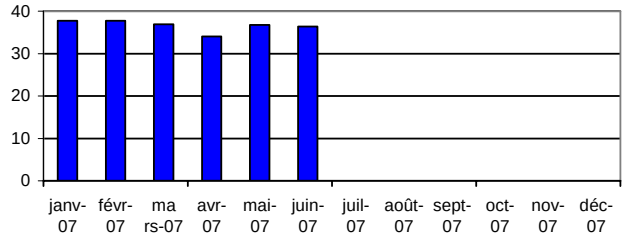


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007

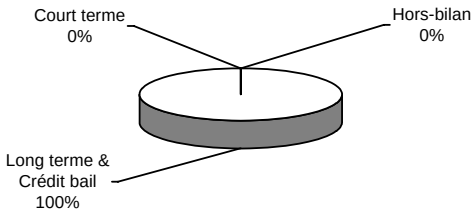


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 30 juin 2007



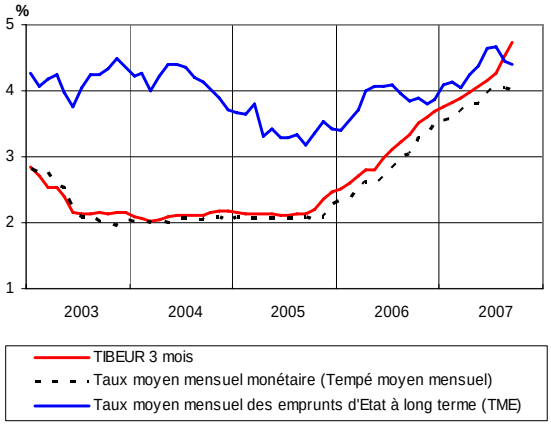
6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/2007)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/2007)	3,00%
Taux de la facilité de prêt (13/06/2007)	5,00%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2006 (JO du 07/02/06)	2,11%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

	Catégorie	Plafond de l'usure application à compter du 1er trimestre 2007	du 2e trimestre 2007	du 3e trimestre 2007
PARTICULIERS	**Prêts immobiliers aux particuliers**			
	- Prêts à taux fixe	6,39%	6,27%	6,41%
	- Prêts à taux variable	6,12%	6,24%	6,53%
	- Prêts relais	6,21%	6,35%	6,48%
	Autres prêts			
	- Prêts < ou = à 1 524 €*	20,76%	20,33%	20,39%
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*)	19,07%	19,25%	19,85%
	- Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	8,44%	8,72%	8,93%
ENTREPRISES	**Prêts aux entreprises ****			
	- Découverts en compte***	14,19%	14,44%	14,48%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

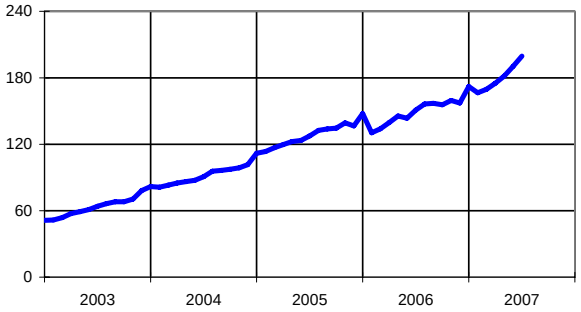
(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

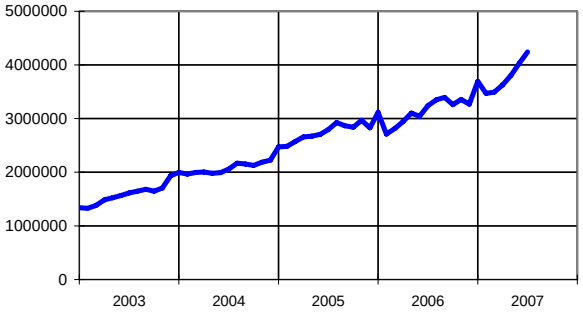
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets au 30 juin 2007

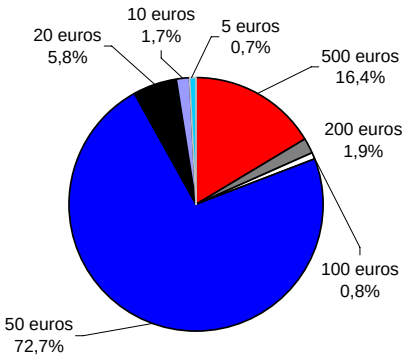
en millions d'Euros



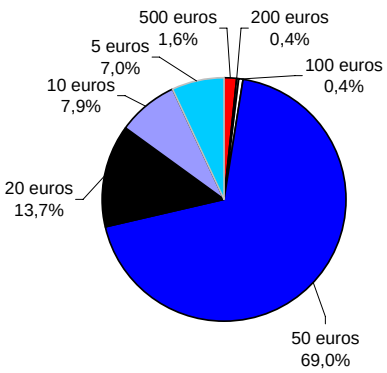
en nombre



Répartition des billets en valeur



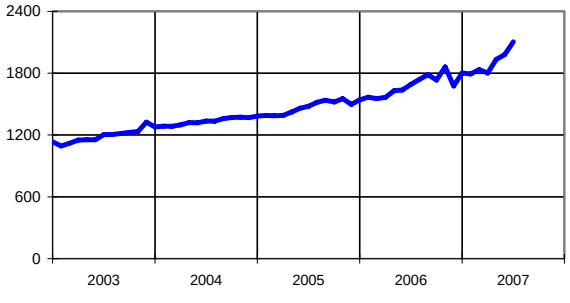
Répartition des billets en volume



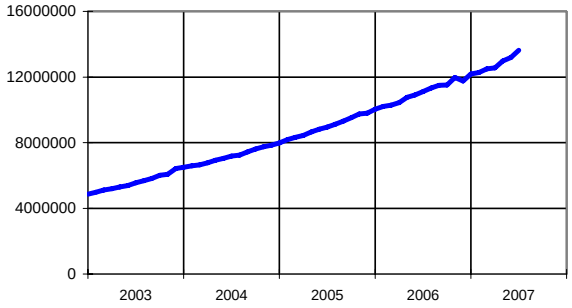
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces au 30 juin 2007

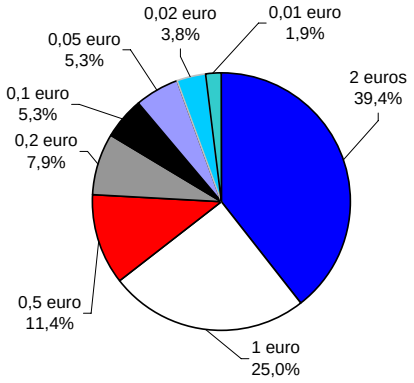
en milliers d'euros



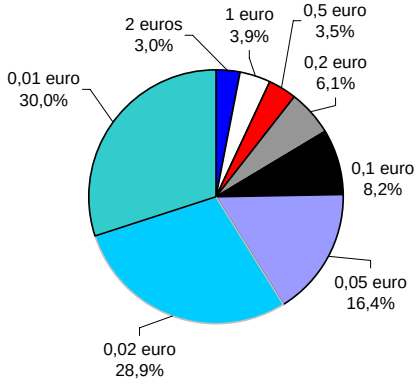
en nombre



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Av de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 24 juillet 2007
Dépôt légal : 24 juillet 2007 - n° ISSN : 0296-3116